



10 et 18 septembre : ensemble en grève, en manifestations et en assemblées générales !

Le SNJ-CGT appelle les journalistes à participer, notamment en faisant grève et en manifestant, à la journée d'initiative citoyenne du 10 septembre et à la mobilisation interprofessionnelle du 18 septembre, décidée par l'intersyndicale.

Dans sa déclaration du 27 août ([lire ici](#)), la CGT souligne que « l'initiative citoyenne du 10 septembre démontre l'ampleur de la colère sociale » et « souhaite que cette journée soit une première étape réussie ». Elle « appelle donc ses syndicats à débattre avec les salariés et à construire la grève partout où c'est possible », notamment par l'organisation d'assemblées générales.

Dans son appel pour la journée du 18 septembre ([lire ici](#)), l'intersyndicale interprofessionnelle revendique un budget « à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ». Elle réclame des mesures contre la précarité et les licenciements, pour davantage de solidarité, des investissements pour une transition écologique et une réindustrialisation du pays, la justice fiscale, une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la retraite à 64 ans.

Pour le SNJ-CGT, ces deux journées du 10 et du 18 septembre répondent à la même logique, celle d'affirmer : « Les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit ! »

Les journalistes ont beaucoup de raisons de se mobiliser, à commencer par l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat et de la paix dans la bande de Gaza. Les crimes de guerre et actes génocidaires commis par l'armée et le gouvernement israéliens - massacres, assassinats ciblés, blocus, famine comme arme de guerre et désormais l'annonce d'une occupation militaire et de la déportation de la population - touchent de plein fouet les journalistes, dont au moins 220 ont été tués depuis octobre 2023 ([lire ici](#)) selon la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et le Syndicat des journalistes palestiniens (PJS). La France et l'Union européenne doivent prendre des mesures concrètes pour faire cesser les crimes commis en Palestine, comme l'exige l'intersyndicale ([lire ici](#)).

A Radio France, les salariés ont dû faire grève pendant une semaine pour obtenir des concessions concernant la réorganisation rédactionnelle des antennes, que la direction entend mener à coup d'économies et de baisses de moyens ([lire ici](#)). Le SNJ-CGT salue la lutte des salariés de Radio France, en particulier ses journalistes, emmenée par une intersyndicale unie et déterminée, dans laquelle notre syndicat a été moteur.

Plus généralement, la menace demeure sur l'audiovisuel public, même si le vote de confiance demandé par François Bayrou le 8 septembre rend très incertain le calendrier voulu par Rachida

Dati pour imposer sa loi « holding ». Nous ne devons pas baisser la garde et le SNJ-CGT poursuit ses efforts pour expliquer les dangers que porterait une telle loi, notamment en terme d'indépendance, de qualité et de pluralisme de l'information ([lire ici](#) le dossier dans notre revue *Témoins*).

L'indépendance est, de même, grandement mise à mal dans la presse et l'audiovisuel privés, où les discours haineux de l'extrême droite et de manipulation des esprits gagnent chaque jour du terrain, notamment dans les médias de Vincent Bolloré (*JDD*, Europe 1, CNews...).

Le groupe Bolloré continue d'ailleurs d'avancer ses pions et de mettre au pas les rédactions dont il a pris le contrôle. Chez Prisma Media, 54 postes supplémentaires seront supprimés, dont 27 de journalistes, et le magazine *National Geographic* disparaîtra. Aucun motif économique, puisque Prisma Media affiche 15 millions d'euros de bénéfices par an, qu'il a annoncé cet été le rachat de *France Dimanche* et d'*Ici Paris* et que la valse des gros salaires se poursuit. Arnaud Lagardère, dont l'incompétence n'est plus à démontrer, vient ainsi d'être nommé président de Prisma Media, et Gérard-Brice Viret vice-président, en plus du poste de directeur général de Canal+, qu'il conserve. En quelques jours, ce dernier a déjà fait changer deux couvertures de magazines du groupe, au profit de sujets qui mettent en avant le groupe télévisuel, également dans le giron Vivendi-Bolloré.

Quant à la soixantaine de licenciements en cours au *Point*, ils illustrent parfaitement comment l'intelligence artificielle peut être utilisée pour justifier des suppressions de postes. Avec tous les dangers supplémentaires que cela induit sur la qualité de l'information et la maîtrise des contenus par les rédactions.

On pourrait également évoquer la précarité croissante dans les rédactions, notamment avec le recours à la pige, des salaires au rabais et le manque d'embauches en CDI, ainsi que l'inégalité salariale entre femmes et hommes ou encore le manque de diversité, qui menacent grandement la profession.

Pour toutes ces raisons, les journalistes doivent prendre toute leur place dans les grèves, les manifestations, les assemblées générales et toutes les actions de mobilisation des mercredi 10 et jeudi 18 septembre.

Le SNJ-CGT invite par ailleurs les rédactions à documenter avec rigueur - par l'enquête, le reportage et l'analyse - la mobilisation sociale qui se dessine et de ne pas tomber dans la caricature gouvernementale, qui ne veut y voir que la perspective du « chaos ».

Montreuil, le 3 septembre 2025.